CHARLE Christophe & SOULIÉ Charles (dir.). *La dérégulation universitaire. La construction étatisée des « marchés » des études supérieures dans le monde*

Paris ; Québec : Syllepse/M Éditeur, 2015, 366 p.

Léonard Moulin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/4910>

DOI : 10.4000/rfp.4910

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2015

Pagination : 105-107

ISBN : 978-2-84788-863-8

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Léonard Moulin, « CHARLE Christophe & SOULIÉ Charles (dir.). *La dérégulation universitaire. La construction étatisée des « marchés » des études supérieures dans le monde* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 193 | octobre-novembre-décembre 2015, mis en ligne le 31 décembre 2015, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/4910> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.4910>

Notes critiques

CHARLE Christophe & SOULIÉ Charles (dir.). *La dérégulation universitaire. La construction étatisée des « marchés » des études supérieures dans le monde.* Paris ; Québec : Syllepse/M Éditeur, 2015, 366 p.

Cet ouvrage collectif dirigé par Christophe Charle et Charles Soulié est le troisième volume des contributions de l'ARESER (Association de réflexion sur les enseignements supérieurs et la recherche) analysant les transformations récentes de l'enseignement supérieur. Alors que le premier ouvrage (ARESER, 1997) s'intéressait plus spécifiquement à la France et que le deuxième (Charles & Soulié, 2007) élargissait la réflexion à l'Europe post processus de Bologne, le présent ouvrage adopte une démarche comparative entre différents pays afin d'analyser les effets des processus de mise en marché de l'éducation.

Sous la diversité des termes abordés dans cet ouvrage – « privatisation », « marchandisation », « introduction de solutions de marché », etc. – se cache une même réalité, celle du « capitalisme académique » (pour reprendre le titre de l'ouvrage de Richard Münch [2013]). L'ouvrage de Christophe Charle et Charles Soulié offre ainsi un panorama relativement exhaustif des effets de l'introduction des mécanismes marchands sur les institutions d'enseignement supérieur.

Comme le rappellent les contributions collectées dans cet ouvrage, ces processus ne sont pas nouveaux puisqu'ils remontent, pour la plupart, aux années 1980, sous l'égide des organismes internationaux et des États. L'un des grands apports de ce livre est de mettre en évidence le fait que les différents pays étudiés font face à des problèmes de nature différente, mais qu'ils adoptent des solutions identiques. Partout, les mêmes principes idéologiques néolibéraux ont été introduits pour réformer l'enseignement supérieur.

J'aimerais m'attarder ici sur quelques-unes de ces idées que l'on retrouve dans les différentes parties de l'ouvrage. Le savoir est, par exemple, l'un des thèmes récurrents abordés au travers des différentes contributions. Quel que soit le pays considéré, il est ainsi devenu une marchandise jugée à l'aune de son utilité – entendue comme sa contribution à la sphère marchande de l'économie. La recherche doit ainsi être source d'innovation ayant des débouchés économiques directs. Cette perspective est parfaitement illustrée par la substitution croissante des dotations initiales par les appels à projets. Une autre idée abordée dans l'ouvrage est celle des effets des politiques néolibérales de l'enseignement supérieur sur la formation. Cette dernière est désormais pensée comme un bien économique pour lequel il existe un marché mondialisé. Les réformes récentes, par exemple celle de l'adoption d'un système européen de reconnaissance des diplômes dans le cadre du processus de Bologne, ont pour objectif de formaliser ce marché. Dans le cadre de la théorie du capital humain, comme l'éducation constitue une source de profits futurs, les étudiants sont incités à « rationaliser » leurs parcours dans l'enseignement supérieur en comparant les coûts et bénéfices des différentes options qui s'offrent à eux. Toujours en lien avec la notion de marché de l'éducation, les universités sont aujourd'hui mises en concurrence et évaluées en fonction de leurs places dans les classements internationaux. Ces classements servent ainsi à justifier les politiques néolibérales au sein des institutions d'enseignement supérieur au nom d'un principe d'efficacité, en parfaite contradiction avec l'esprit même de la chose scientifique.

Au travers des expériences chilienne, japonaise, suisse, étatsunienne ou encore française, la première partie de l'ouvrage décrit le modèle universitaire

néolibéral et ses différentes déclinaisons. Les contributions rassemblées dans cette partie abordent différentes questions liées au processus de mise en marché de l'enseignement supérieur que l'on retrouve de manière constante dans les différentes expériences nationales. La question de la polarisation des établissements, par exemple, est ainsi abordée dans plusieurs contextes, ceux du Chili, des États-Unis ou du Japon entre autres. La mise en concurrence conduit ainsi à une stratification des établissements entre, d'une part, les universités de rang mondial accueillant les étudiants les plus fortunés et les plus doués et, d'autre part, les établissements de rang inférieur dans lesquels se retrouvent les étudiants issus des milieux modestes. Dans la même veine, plusieurs contributions abordent la question de la massification des études. Face à l'intensité des processus de reproduction sociale que l'on observe dans les pays étudiés, il est possible de conclure que le capitalisme universitaire n'est pas parvenu à transformer cette massification en une démocratisation de l'enseignement supérieur. Un autre thème traverse l'ensemble des contributions de cette première partie : celui de l'adoption d'un mode de gestion managériale des universités – sur le mode de l'entreprise – contraignant ces dernières à se mouvoir dans ce qui ressemble de plus en plus à un véritable marché de l'éducation. Cette vision mercantiliste du savoir est d'ailleurs formalisée dans plusieurs pays par l'introduction de frais d'inscription significatifs, qui conduisent à transformer profondément la nature du bien éducatif, privé de sa qualité de bien public pour être ramené à une simple marchandise.

La deuxième partie de l'ouvrage s'intéresse, dans une perspective bourdieusienne, à l'*illusio* académique – entendue ici comme l'adhésion des différents acteurs de l'enseignement supérieur aux normes et valeurs véhiculées par l'université capitaliste. Cette perspective s'illustre parfaitement dans la manière dont les chercheurs se sont approprié les nouveaux dispositifs de financement sélectif des projets de recherche pour ne proposer que des projets répondant à une politique scientifique rationalisée. Le cas de la résistance des acteurs est ensuite abordé au travers de l'exemple du mouvement dit du « printemps érable » au Québec, en distinguant la participation des étudiants et des enseignants en fonction de leurs disciplines et de leurs universités d'appartenance (voir aussi Nadeau-Dubois, 2013). Enfin, les questions de l'utilité et de la professionnalisation des études, phénomènes emblématiques de cette *illusio*, sont interrogées par plusieurs auteurs de l'ouvrage.

Dans la troisième et dernière partie de cet ouvrage collectif, les différentes contributions abordent la question des marges de manœuvre qui existent encore pour sortir de la vision capitaliste de l'université. S'interroger sur les lieux communs qui traversent le débat public est ainsi l'une de voies suivies par Romuald Bodin et Sophie Orange. Leur contribution remet en question trois maux présumés de l'université qui sont invoqués de manière constante au cours des quarante dernières années pour justifier les réformes néolibérales (l'abandon des étudiants, l'absence de débouchés des sciences humaines et sociales et l'absence de sélection du système universitaire). Malgré l'inexactitude de ces lieux communs et les différences qui existent entre les systèmes nationaux, les contributions collectées dans cet ouvrage mettent l'accent sur l'uniformité des solutions avancées pour réformer l'université. Si l'on s'intéresse plus spécifiquement au contexte institutionnel français, la comparaison avec d'autres systèmes laisse présager des changements à venir. Ainsi, comme le met en évidence la contribution de Christian Galan, l'un des prochains grands chantiers consistera probablement à faire sauter les verrous existants sur la quasi-gratuité des études publiques et le caractère national des diplômes (Moulin, 2014).

Les différentes expériences étudiées dans cette dernière partie, en particulier, et dans l'ouvrage, en général, mettent en évidence la faible résistance des acteurs à l'introduction des mécanismes de marché dans les universités. Or, comme l'avancent les auteurs du présent ouvrage et ceux du collectif ACIDES (Approches critiques et interdisciplinaires des dynamiques de l'enseignement supérieur, 2015), il est possible de penser un autre système d'enseignement supérieur, à contre-courant des politiques néolibérales, pour peu que l'on s'en donne collectivement les moyens.

Léonard Moulin

Institut national d'études démographiques

Bibliographie

- ACIDES (2015). *Arrêtons les frais ! Pour un enseignement supérieur gratuit et émancipateur*. Paris : Raisons d'agir.
- ARESER (1997). *Quelques diagnostics et remèdes urgents pour une Université en péril*. Paris : Raisons d'agir.
- CHARLE C. & SOULIÉ C. (dir.) (2007). *Les ravages de la « modernisation » universitaire en Europe*. Paris : Syllepse.
- MÜNCH R. (2013). *Academic Capitalism: Universities in the Global Struggle for Excellence*. New York : Routledge.

MOULIN L. (2014). *Frais d'inscription dans l'enseignement supérieur : enjeux, limites et perspectives*. Thèse de doctorat, économie, université Paris-Nord-Paris 13.

NADEAU-DUBOIS G. (2013). *Tenir tête*. Montréal : Lux.

CORDIER Anne. *Grandir connectés. Les adolescents et la recherche d'information*. Caen : C&F éditions, 2015, 304 p.

L'ouvrage d'Anne Cordier, *Grandir connectés. Les adolescents et la recherche d'information*, part du constat, largement partagé, d'une déstabilisation de la logique traditionnelle d'enseignement, notamment du fait de la numérisation de l'environnement informationnel des individus. Cependant, là où l'ouvrage se démarque des discours prophétiques ou catastrophistes, qui fleurissent sur l'école « désenchantée » ou sur les promesses d'un nouvel âge d'or d'une école numérique inclusive, c'est par son ancrage solide dans l'enquête de terrain. C'est pour donner la possibilité d'un discours « laïcisé », qui se tiendrait « à égale distance des croyances quasi religieuses dont on affuble les nouvelles technologies et de l'hostilité qu'elles provoquent souvent par réaction » (p. 16), qu'Anne Cordier tient à donner la parole aux adolescents.

Anne Cordier les connaît bien, ces adolescents, pour les avoir fréquentés d'abord en tant que professeur-documentaliste dans son Centre de documentation et d'information (CDI), puis surtout dans ses recherches en sciences de l'information et de la communication. Elle leur donne effectivement la parole, leur laissant le temps d'exprimer leur rapport complexe au numérique, à l'information, à la technique, c'est-à-dire finalement à ce qui médiatise très largement leur rapport au monde. Pour cela, Anne Cordier a opté pour une recherche « écologique », ancrée dans les CDI, combinant l'observation des pratiques (avec un recueil des traces de l'activité) et des entretiens individuels et collectifs, empruntant parfois à l'entretien d'explicitation, « cherchant à cerner les imaginaires des élèves sur Internet et l'information ».

Donner la parole aux adolescents, c'est aussi rompre avec le modèle dominant expert-novice, déjà dénoncé par Nicole Boubée et André Tricot (2011), qui hiérarchise les pratiques sur le Web... en légitimant naturellement celles des professionnels : sans surva-

liser les pratiques des adolescents, il s'agit ici de s'intéresser à ce qu'ils font effectivement, plus qu'à ce qu'ils ne font pas.

Dans la tension, constitutive du Web, entre conversation/communication d'une part et contenu/information d'autre part, c'est bien le second qui intéresse Anne Cordier. L'enquête est ancrée dans les CDI des établissements du secondaire. Ce sont bien les pratiques de recherche de l'information qui constituent le cœur du propos d'Anne Cordier : recherche d'information en milieu scolaire, sous le regard (parfois normatif) des enseignants, mais aussi toutes ces pratiques personnelles d'adolescents curieux, qui cherchent à s'informer sur le monde. C'est à partir d'elles que sont analysées les tensions et hybridations entre pratiques et imaginaires sociaux et scolaires.

Son propos intéresse au premier chef les sciences de l'éducation : les pratiques numériques scolaires des élèves sont d'autant mieux mises en relief que l'information-communication, discipline de l'auteur, se sent légitime à analyser certaines scènes sociales (amicales, familiales) que les sciences de l'éducation n'osent parfois pas aborder frontalement.

Un premier chapitre précise les conditions méthodologiques de l'enquête qualitative, qui se doit d'être à la fois ouverte et rigoureuse pour construire un discours qui donne la parole aux jeunes : pari risqué – et réussi – que de faire émerger leur discours sans que le discours de recherche ne se retranche, voire ne disparaisse derrière celui des jeunes. Le deuxième chapitre discute de la manière dont les adolescents perçoivent et vivent les discours injonctifs sur leur génération, les « natifs numériques » ou la « génération Y ». Un troisième chapitre montre comment le numérique affecte l'univers familial, personnel, ludique et amical des jeunes, comment leur « vie numérique » s'articule autour de cette « société du savoir » dont on entend souvent qu'elle remettrait en cause la place même de l'école, des maîtres, etc. De telles analyses résistent finalement assez mal à l'épreuve du terrain. Le dernier chapitre se centre plus précisément sur l'information et les pratiques informationnelles des jeunes... qui ne sont pas que numériques mais résolument multimédias.

L'ouvrage, au fond, lutte contre les lieux communs, fournissant de ce fait des pistes aux pédagogues et aux chercheurs, pour mieux comprendre les jeunes, mieux saisir ce qui relève parfois d'idées préconçues sur les élèves et sur leurs pratiques numériques dans les dispositifs pédagogiques.